

## Les mœurs, les aspirations et la culture politique des employés de bureau londoniens des deux sexes, 1889-1914

In: Genèses, 14, 1994. pp. 83-104.

---

Citer ce document / Cite this document :

Pennybacker Susan D., Lee Sonia. Les mœurs, les aspirations et la culture politique des employés de bureau londoniens des deux sexes, 1889-1914. In: Genèses, 14, 1994. pp. 83-104.

doi : 10.3406/genes.1994.1215

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1994\\_num\\_14\\_1\\_1215](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_14_1_1215)

---

---

LES MŒURS, LES  
ASPIRATIONS ET LA  
CULTURE POLITIQUE  
DES EMPLOYÉS  
DE BUREAU  
LONDONIENS DES  
DEUX SEXES,  
1889-1914<sup>1</sup>

---

*Susan D. Pennybacker*

**A** la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les employés de bureau, hommes et femmes, se pressaient dans le centre des affaires de la ville de Londres. Capitale financière et commerciale de l'empire, centre de la comptabilité et courtier d'assurances des marchés financiers mondiaux, siège des entreprises de transports ferroviaires et maritimes, lieu de plaisir des magnats du commerce et des rentiers, Londres avait fait naître un vaste marché du travail pour les *blackcoated workers*\*. Un actif sur dix y était employé de bureau<sup>2</sup>. Au fur et à mesure qu'ils croissaient en nombre, ils devinrent un sujet tout trouvé pour les savants et les journalistes, et une imagerie littéraire et sociologique "*lower middle class*" commença à apparaître. D'aucuns affirmaient qu'en dépit de débuts prometteurs, une culture bornée et une absence d'aspirations authentiques avaient envahi cette couche sociale. Un tel folklore est encore vivant dans l'historiographie récente. Eric Hobsbawm utilise le terme français «nouvelle couche sociale» pour parler du militantisme Fabien de cette "*lower middle class*" et Gray parle d'une «acceptation des valeurs dominantes qui [était] plus profondément ancrée et plus difficile à ébranler que dans certaines parties de la classe ouvrière»<sup>3</sup>.

Quand la première administration municipale élue fut instituée à Londres en 1889 – le London County Council (LCC) – le suffrage censitaire plaça ce secteur de la société londonienne dans une position électorale-clé. En 1907, on alla jusqu'à accuser la "*lower middle class*" d'avoir évincé du pouvoir le Progressive Party qui, à l'époque, était un amalgame de libéraux et de socialistes municipaux. Cette défaite installa les conservateurs au LCC jusqu'en 1934<sup>4</sup>. Le personnel du LCC, c'est-à-dire ses employés de bureau, appartenait pour la plupart à ce qui était considéré comme la "*lower middle class*". L'étude de la condi-

1. Je remercie pour son aide le personnel du Greater London Record Office, de la bibliothèque de Nuffield College, Oxford, et de la Fawcett Library, London. Mes remerciements les plus sincères vont aussi à Tom Jeffrey, David Feldman et Geoffrey Crossick pour l'intelligence et la lucidité de leurs commentaires sur des versions antérieures de ce travail, à Sandra Andrews et Christian Topalov pour l'aide qu'ils ont apportée à la réalisation de ce projet, à Sonia Lee pour sa traduction. Un travail plus complet développe ce qui est publié ici : *A Vision for London : Labour, everyday Life and the London County Council Experiment, 1889-1914*, à paraître chez Routledge, London. Mes remerciements à Claire L'Enfant, *senior editor* chez Routledge, pour avoir accepté qu'une partie de ce travail soit publié dans *Genèses*.

\* N.D.T. Littéralement «travailleurs en pardessus noir», *blackcoated workers* était l'un des termes employés à l'époque pour désigner les employés des bureaux.

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
 culture politique des employés de  
 bureau londoniens des deux sexes,  
 1889-1914*

2. G. Crossick, (éd.), *The Lower Middle Class in Britain*, London, Croom Helm, 1977, p. 19.

3. E. Hobsbawm, "The Fabians Reconsidered", in *Labouring Men*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1964, p. 258; R.Q. Gray, "Religion, Culture and Social Class in Late Nineteenth and Twentieth Century Edinburgh," in Crossick, (éd.), *op. cit.*, p. 151.

4. Cf. Avner Offer, *Property and Politics, 1870-1914*, Cambridge, 1981, Part IV; Susan Pennybacker, "The Millennium by Return of Post: Reconsidering LCC Progressivism," in D. Feldman and G. S. Jones, (éds), *Metropolis : London Histories and Representations Since 1800*, London, Routledge, 1989, pp. 129-162.

5. T. W. H. Crosland, *The Suburbans*, London, John Long, 1905, p. 77.

6. *Ibid.*, p. 9.

7. Samuel Johnson, 1709-1784, poète, essayiste, journaliste, auteur du *Dictionary of the English Language*, résidait à Londres depuis 1737. C'était un grand causeur et un critique érudit.

8. G. Allan, "The New Hedonism", *Fortnightly Review*, 1894, vol. LV, p. 378.

9. R. White, "A Rowton House for Clerks", *The Nineteenth Century*, CCXLVII, October, 1897, p. 596.

10. *Ibid.*, p. 182.

tion et des mœurs de celle-ci que propose cet article, met en question la notion d'une classe homogène et permet ainsi de tracer un portrait plus nuancé de ce secteur de la société londonienne.

L'opinion contemporaine la plus répandue était que le résident des banlieues de Londres, ennuyeux et sobre, s'il n'était pas partisan d'un christianisme musclé, était au moins un adepte de la «coexistence armée» propre au mariage traditionnel et un pratiquant des loisirs courants dans les quartiers périphériques, loin de ceux des grands bourgeois<sup>5</sup>. C'est là que l'on trouvait :

«[...] des bars à huîtres, des chapelles méthodistes, des bibliothèques municipales gratuites, des petites boutiques, des journaux à deux sous, des *music-halls* bon marché, des tribunaux de simple police et de comté, des tournois de billard, des wagons de troisième classe, des musées, des bains publics, des écoles privées de second ordre pour jeunes filles : en un mot, tout ce qu'un esprit supérieur regarde comme médiocre et sans intérêt, c'est-à-dire tout ce qui est typiquement suburbain<sup>6</sup>».

En contrepoint à ce genre de portrait, on trouve l'image de la bohème "*lower middle class*". Dans ce groupe minoritaire, qui avait hérité des traditions des subtils georgiens, l'on discutait du socialisme dans les bars où Johnson s'était autrefois enivré<sup>7</sup>, l'on ressemblait vaguement aux gandins des années cinquante et l'on pratiquait ce que Grant Allan appelait «le nouvel hédonisme». Jetant le calvinisme aux orties, leur credo était, disait-on, «sois heureux et tu seras vertueux<sup>8</sup>».

Ceux qui espéraient donner un sens moral à l'employé de bureau enclin à la bohème désespéraient. «Fuyant les désagréments d'un garni (*lodging-house*) bon marché, il se précipite dans les distractions douteuses du pub (*public-house*), du théâtre de boulevard (*play-house*) ou de la boîte de nuit<sup>9</sup>». Dans ce milieu, les femmes étaient présentes mais sous la tutelle bienveillante des hommes. Des magazines à la Beardsley tels que le *Yellow Book*, le *Savoy*, le *Pageant*, le *Butterfly*, et le *Dial*, étaient «le grand sujet de discussion d'une foule de jeunes femmes qui, vêtues de robes vertes sans col et portant des empiècements brodés, méprisaient le *Daily Mail*, suivaient avec intérêt les tribulations des studios d'artistes et se tenaient au courant de l'avant-garde littéraire et artistique<sup>10</sup>».

Bohème et banlieue, artistes et employés de bureau, Soho et la City : deux images coexistaient. L'une était sobre, raisonnable, suburbaine. L'autre dissipée, roman-

tique, instable. Un même individu pouvait adopter de multiples identités sociales ou, du moins, s'y essayer. La variété des figures discursives de la "*lower middle class*" donnait à celle-ci une sorte d'existence réelle et, en tous cas, révélait les tensions du milieu de la métropole.

### **Espérances de vie privée, espérances de vie publique**

Pour ceux qui aspiraient aux sommets du confort et de l'élégance, dans une période où les revenus plafonnaient autour de 150 livres<sup>11</sup> tandis que les prix montaient, il fallait être prêt à prendre des risques. Mais au cœur de l'expérience des hommes de la "*lower middle class*" il y avait plus que la prise de conscience de l'insuffisance des revenus, plus que des aspirations matérielles et culturelles déçues. Il y avait la vie amoureuse, le mariage et, finalement, la nécessité d'admettre que les femmes participaient aux stratégies des hommes concernant leur vie. C'était là le noyau central des fantasmes et des rituels de la "*lower middle class*".

Au tournant du siècle, les professions des employées étaient très diverses. Dactylos, institutrices, inspectrices sanitaires, standardistes, gouvernantes et infirmières étaient plus nombreuses qu'on ne croyait. Mais les emplois ne l'étaient pas autant qu'elles, leur mobilité et leurs gains étaient limités. Comme la majorité d'entre elles se mariaient et que beaucoup d'emplois «respectables» étaient réservés aux célibataires, le marché du travail était favorable aux employeurs. Dans les années quatre-vingt-dix, la machine à écrire Remington fut introduite au Foreign Office. Il y en avait une à Hatfield House, la maison de famille du premier ministre Robert Salisbury, et soixante autres à la London and Northwest Railway Company. La compagnie d'assurances Prudential était l'entreprise qui embauchait le plus grand nombre de femmes – on en comptait 200, entre 17 et 25 ans. Elle mettait à la disposition de ses employées une bibliothèque de 300 volumes et des distractions, tels les concerts pour les nouvelles recrues dont les pères pour la plupart étaient membres des professions libérales<sup>12</sup>.

Mais ces femmes ne représentaient qu'une minorité privilégiée parmi un grand nombre d'employées mal rémunérées, travaillant dans des conditions difficiles, astreintes à de longues heures de travail, sans grand

11. Ce chiffre indique le salaire annuel minimal permettant d'assurer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un train de vie "*middle class*". Il était ordinairement utilisé à cette époque pour désigner le revenu de ces classes.

12. "Chitchat from our lady clerks", *The Clerk*, 16 June 1890.

espoir de promotion. Les femmes, tout comme les hommes et même davantage, n'étaient pour la plupart pas syndiquées, malgré quelques exceptions notables comme les institutrices du London School Board, quelques fonctionnaires et les membres d'organisations exclusivement féminines dont l'impact était de simple propagande – telle la London Association of Shorthand Writers and Typists fondée en 1912<sup>13</sup>. Dorothy Lansbury Thurtle qui, aux côtés de son mari Ernest, dirigea avant la guerre la très radicale National Union of Clerks (NUC) écrivait dans *Comradship for Clerks* sur «la jeune fille indépendante» qui travaille par nécessité, faisant chaque jour des économies que «les hommes seraient incapables de faire [...] renforçant ainsi le mythe que les femmes peuvent vivre à moindre coût que les hommes», ou encore sur «la jeune fille à l'argent de poche» qui avait des ressources par ailleurs et sur «la jeune fille à marier» qui minait les salaires des hommes en acceptant de travailler moins cher qu'eux. Les Thurtle invitaient les suffragettes – des «féministes» comme eux-mêmes, disaient-ils – à comprendre que si le droit de vote n'était pas accompagné d'un soutien au syndicat, il ne suffirait pas pour obtenir une amélioration des salaires et des conditions de travail<sup>14</sup>. Leur façon de décrire la situation des femmes sur le marché pouvait être exacte, mais leur appel à la syndicalisation ne fut guère entendu.

Pour beaucoup de femmes, le mariage n'était pas un pis-aller, comme en témoigne cette description de la vie des institutrices :

«Le plus dur dans la vie, et j'imagine, dans la vie de la majorité des institutrices, c'est son intense solitude [...]. Ici, dans cette grande ville, je ne connais âme qui vive à l'exception d'autres institutrices qui habitent dans des logis pareils au mien. Après neuf mois de contacts quotidiens et exclusifs avec elles, leur compagnie m'est devenue insupportable. Je ne connais aucun homme ici, et je me languis – n'est-ce pas un sentiment rétrograde et peu éclairé ? – d'un homme raisonnable qui me tiendrait compagnie. La vie que nous menons est totalement déaturée et malsaine<sup>15</sup>.»

L'image stéréotypée de l'épouse de banlieue est celle d'une femme attendant anxieusement que son mari rentre de son incursion quotidienne à Londres. Elle espère qu'il a fait le marché parce qu'en ville c'est moins cher, cela leur permettant de garder les apparences malgré un revenu insuffisant. Mais peut-être, comme beaucoup, avait-elle autrefois fait partie de la bohème. Les autres,

13. Cf. par exemple D. Copelman, "Women in the Classroom Struggle : Elementary Schoolteachers in London, 1870-1914," Ph. D., Princeton, 1985 ; M. Zimmeck, "Strategies & Strategems for the Employment of Women in the British Civil Service, 1919-1939", *The Historic Journal*, 27, 4, 1984, pp. 901-924.

14. *Comradship for Clerks*, London, "The Clerk" Publishing Society, 1913, pp. 12-14.

15. "Replies to F. Low, 'How Poor Ladies Live'", *Nineteenth Century*, XLII, 1897, p. 415.

les fameuses «femmes indépendantes», restaient célibataires<sup>16</sup>. Ainsi, les femmes de la “*lower middle class*”, tout comme leurs homologues masculins, ne formaient pas un groupe homogène. Au contraire, elles étaient divisées par leurs façons de se regrouper et de travailler, par leurs habitudes, leurs engagements et leurs identités.

La préoccupation majeure des hommes de la bohème était les femmes et la sexualité. Mais si les joies de l’amour n’étaient pas un argument suffisant, la réalité des maladies vénériennes, le désir de fonder une famille et de vivre une vie rangée, pouvaient mener un «bohème» au mariage. Dans la seconde moitié du siècle, la classe moyenne remplaçait la pratique du mariage différé par l’abstinence et d’autres moyens de contraception. «Ainsi, en essayant de persuader les classes laborieuses que seul le contrôle de soi leur épargnerait la pauvreté, la classe moyenne a fini par suivre ses propres conseils<sup>17</sup>». Socialistes et végétariens, féministes et suffragettes, militants du syndicalisme des employés, spiritualistes, homosexuels, cyclistes et marcheurs à pied, pacifistes et bien d’autres coexistaient dans la “*lower middle class*”. La révolte contre la tyrannie de la respectabilité et l’étroitesse de la famille ne fut pas seulement le fait de marginaux, mais bien celui de la majorité, tandis que les résidents des banlieues pouvaient jouer plusieurs rôles.

Le LCC représentait le bastion des emplois respectables pour la “*lower middle class*”. Les services qu’il

Illustration non autorisée à la diffusion

*Old County Hall, auparavant siège du Metropolitan Board of Works, à Spring Gardens près de Trafalgar Square (maintenant démoli).*

16. Cf. M. Vicinus, *Independent Women, Work & Community for Single Women, 1850-1920*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

17. O. Banks, *Feminism and Family Planning in Victorian England*, Liverpool, 1967, p. 198.

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

offrait à la métropole étaient considérés comme utiles ; son personnel comme l'aristocratie des employés municipaux du pays et de l'Empire. Le personnel du LCC était, bien sûr, très divers. Certains montèrent en grade, d'autres non. La plupart avaient des origines provinciales et beaucoup étaient les premiers membres de leur famille à venir dans la métropole et à y rester. En 1890, les militants étaient en désaccord sur le vote des femmes, tout comme ils le furent en 1936 sur l'envoi des armes en Espagne. Certains étaient de fervents chrétiens, d'autres avaient complètement abandonné l'Église. Quelques-uns lisaient les écrits avant-gardistes de Herbert Spencer ou Havelock Ellis ; la plupart lisaient Kipling ou Dickens. Les sténodactylos du LCC préféraient

les essais plus traditionnels de Macaulay, Carlyle, Huxley ou les opéras comiques de Gilbert et Sullivan <sup>18</sup>.

Beaucoup auraient voulu vivre dans le centre de Londres, mais la majorité résidait en banlieue. Tous avaient pris position, d'une façon ou d'une autre, pour ou contre le mariage, décision directement liée à celle d'élever des enfants. Tous étaient soucieux de salaires qui leur imposaient des contraintes financières. Mais, travaillant pour le LCC, les promesses

de prospérité l'emportèrent pour eux sur le spectre d'une obscure médiocrité : dans les années 1890, ils s'attendaient à un bel avenir dans la capitale ou l'empire et ignoraient même la menace d'une guerre possible.

## Un marché en travail

Les paramètres du marché du travail des employés de bureau et des professions libérales\*, marché dans lequel les emplois du LCC commençaient à occuper une niche bien établie, étaient définis par des grilles d'avancement, des possibilités de promotion et des barèmes des salaires – particulièrement pour celui qui pouvait prétendre à un poste supérieur aux emplois de bureau les plus modestes.

Illustration non autorisée à la diffusion

*Un groupe d'employés du London  
County Council en 1894.*

18. *London County Council Staff  
Gazette*, (par la suite, SG), 1900, p. 96.

\* N.D.T. Au sens que ce terme avait encore en français au XIX<sup>e</sup> siècle (*professionals*).

A l'âge de 15 ou 16 ans, cet homme pouvait quitter l'école avec l'espoir justifié d'être embauché dans un bureau londonien pour un salaire de 70-80 livres par an. Pour la "*lower middle class*", un budget annuel de 150 à 200 livres représentait la norme. Ce niveau de salaire incluait les employés aux écritures, les instituteurs et les petits fonctionnaires. Booth affirmait que «la grande masse des ouvriers de métier» gagnaient 30 à 60 shillings par semaine et la majorité des employés de bureau 75 à 150 livres par an<sup>19</sup>.

En 1891, instituteurs, infirmiers, employés de commerce ou de bureau et fonctionnaires subalternes constituaient 12% de la population active anglaise, proportion qui s'élèvera à 14,1% en 1911, dans un marché du travail où «tout individu sachant lire et écrire était un employé en puissance<sup>20</sup>». Beaucoup d'entre eux devinrent des habitants des banlieues, non par choix mais à cause de la hausse des loyers en centre ville<sup>21</sup>. Entre 1860 et 1910, dans certains quartiers centraux, les loyers augmentèrent de 150%<sup>22</sup>. Pour se permettre un loyer dans le West End\* il fallait un revenu d'au moins 300 livres par an, alors que le meilleur salaire pour un membre débutant d'une profession libérale commençait à 200 livres par an avec une augmentation annuelle de 20 livres. Tous ceux qui gagnaient ce salaire en début de carrière ne pouvaient espérer habiter en ville avant au moins cinq ans. Il y avait une grande prolifération d'emplois au bas de l'échelle des salaires. Étant donné les possibilités limitées de bénéficier du système scolaire, beaucoup de jeunes gens n'avaient pas la formation requise pour prétendre aux meilleurs emplois, qui impliquaient une éducation dans une école privée (*public school*). Leur mobilité sociale était très réduite et, avant la Première Guerre mondiale, seulement une minorité des jeunes d'origine ouvrière pouvaient espérer progresser.

Une des premières études sur les employés de bureau révèle qu'en 1911, les salaires moyens offerts par le gouvernement municipal de Londres étaient les plus élevés pour la catégorie de population dont les revenus étaient inférieurs à 160 livres, seuil au-dessous duquel les revenus cessaient d'être imposables. Le LCC, ainsi que d'autres administrations locales d'échelon inférieur, étaient donc les meilleurs employeurs du Royaume – à l'exception des institutions d'enseignement – pour ceux qui gagnaient 120-140 livres par an. Cette enquête examinait les revenus de

19. C. Booth, *Life and Labour of the People in London*, London, Macmillan, 1896, vol. VII, pp. 274-77 ;

D. Lockwood, *The Blackcoat Worker*, London, Allen & Unwin, 1958, p. 24. (N.D.L.R. Soit la même fourchette de revenu annuel dans l'hypothèse – improbable – où l'ouvrier travaille continûment toute l'année).

20. L. Holcombe, *Victorian Ladies at Work*, Hamden, CT., Archon 1973, Appendix 6<sup>e</sup>; D. Lockwood, *op. cit.*, p. 24.

21. Cf. H. McLeod, *Class & Religion in the Late Victorian City*, London, Croom Helm, 1974, Chapter V ; P. Thompson, *Socialists, Liberals and Labour*, London, Routledge, 1967, Chapter I.

22. A. Sherwell, *Life in West London : A Study and a Contrast*, London, Methuen, 1897, pp. 4,5.

\* N.D.T. La zone chic de Londres, à l'ouest de la City.



Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

cinq millions d'employés de bureau : tous, à l'exception de 800 000 d'entre eux, étaient inférieurs à 160 livres par an. Même la fonction publique nationale, dans ses échelons inférieurs, n'offrait pas de revenus moyens compétitifs<sup>23</sup>.

### **Les employés du LCC : caractéristiques et organisation du travail masculin**

Eric Noel Makeham n'était pas une recrue tout à fait ordinaire pour le Bureau d'administration du conseil du LCC, dans la période qui s'étend de 1889 à la guerre. Mais, si certains seulement de ses collègues partageaient son radicalisme politique, par contre, les circonstances de sa vie et de sa mort étaient tout à fait conformes à la norme. Makeham était né en 1886 et, comme la majorité de ses collègues, il avait fait une école secondaire (*grammar school*). Il se différenciait des autres en ce qu'il était londonien et avait eu la possibilité d'entrer à la Battersea Grammar grâce à une bourse du comté. Après avoir réussi au concours du LCC, Makeham entra en 1905 au service du Conseil comme employé de quatrième classe. A l'âge de 19 ans, il était un peu plus âgé que ceux qui, comme lui, sortaient directement de l'école. Beaucoup de ses collègues avaient travaillé soit dans des entreprises commerciales, soit dans d'autres services du gouvernement central ou municipal, avant d'entrer au LCC. En 1909, grâce à une restructuration de la grille des classifications – événement qui contribua beaucoup à la syndicalisation du personnel – Makeham fut classé employé de deuxième classe, un grade qui offrait des possibilités de promotion interne.

Makeham «s'intéressait vivement aux questions religieuses, sociales et littéraires (...) et se distinguait dans les débats du Spring Gardens Club», l'association culturelle du personnel. En 1909, il fit un exposé sur «la Famille» dans lequel il appelait à l'établissement du socialisme et, dans un exposé ultérieur, il préconisait «la promotion du socialisme international» comme «le meilleur moyen dont nous disposons pour combattre et finalement détruire le démon du militarisme». Makeham s'inscrivit à la Fabian Society en 1908 et demeura simple adhérent jusqu'en 1913. Son voisin de quartier à Upper Tooting, faubourg petit-bourgeois du sud de Londres, George H. Robinson, un autre employé de quatrième classe du LCC, s'inscrivit lui aussi à la Fabian Society en 1909 mais en fut exclu

23. E. Cannan, A. L. Bowley, et al., "The Amount and Distribution of Income Other than Wages Below the Income Tax Exemption Limit in the UK," *Journal of the Royal Statistical Society*, LXXIV, 1910-11, pp. 37-66.

l'année suivante pour inactivité. Juste avant la guerre, Makeham s'enrôla dans le NUC, syndicat radical. Comme pour des milliers de ses collègues du LCC, la carrière de Makeham fut brisée par la guerre. Il fut un excellent instructeur des forces armées, et mourut dans un hôpital de prisonniers de guerre en 1917 avec le rang de lieutenant. A sa mort, à l'âge de trente et un ans, sa famille publia un tirage limité de ses vers et de sa prose<sup>24</sup>. Le radicalisme de Makeham se distinguait par son intensité, sans rapport avec la politique de recrutement du LCC, totalement indifférente aux tendances politiques des candidats.

Illustration non autorisée à la diffusion

*Dîner de l'Association du personnel du London County Council au restaurant Criterion à Londres, le 2 novembre 1903.*

La rhétorique et les procédés de recrutement du LCC témoignaient d'une régénération de l'esprit civique. La corruption et le népotisme, si caractéristiques de l'ancien gouvernement local, avaient disparu. Le LCC exigeait que les candidats aux postes publiés passent un examen auprès du City of London College – comme le faisaient aussi les fonctionnaires du gouvernement central. Des épreuves-types étaient vendues au public afin que les futurs candidats puissent les étudier à l'avance. Les candidats pour la quatrième classe devaient avoir entre 18 et 23 ans et être sujets britanniques de naissance<sup>25</sup>. Les nouveaux examens d'entrée dans le service public étaient controversés et l'on peut avancer en effet qu'ils exigeaient une certaine com-

24. LCC, *Council's Honour Roll*, Vol. III ; SG, Jan, 1900, p. 4 ; Fabian Society Membership Cards, Nuffield College, Oxford, England.

25. Même après 1945, quand le personnel hospitalier antillais arriva à Londres, aucun poste ne lui était ouvert au LCC.

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

patibilité politique. Mais il n'est pas sûr que les cours préparatoires spéciaux et le bourrage de crâne intensif désormais en usage aient donné une plus grande chance de succès qu'une bonne éducation traditionnelle<sup>26</sup>. Le *Education Act* de 1870 aida de nombreux candidats à se préparer à l'obtention d'un poste d'employé de bureau subalterne, mais ne garantissait d'aucune façon une instruction qui permette à un candidat de réussir à un examen comprenant une rédaction anglaise sur des sujets comme ceux-ci, typiques de l'examen du LCC :

(Choisir l'un des sujets suivants) :

1. La guerre est-elle jamais justifiable ?
2. L'effet de la science sur la littérature.
3. Méthodes de traitement des chômeurs.<sup>27</sup>

### Les «femmes nouvelles» du LCC

Quand une grande partie du travail de bureau du LCC devint plus routinier, de jeunes garçons, des femmes et des employés temporaires furent embauchés dans le but d'économiser de l'argent tout en permettant l'expansion. Embauchés pour «faire de belles écritures», des «jeunes gens intelligents de 14 à 16 ans» pouvaient être licenciés avec une semaine de préavis et, à l'âge de 23 ans, s'ils avaient échoué à un examen ou n'avaient pas été promus<sup>28</sup>.

Cependant, un climat d'hostilité envers le travail des adolescents commençait à prendre forme à Londres et le Conseil découvrit que le travail bon marché des femmes pouvait avantageusement remplacer celui des jeunes gens. En 1878, neuf ans avant que les femmes n'obtiennent le droit de siéger aux conseils du Comté et des *boroughs*\*, le LCC fonda un service expérimental de dactylographie et écritures<sup>29</sup>. Les femmes n'étaient pas embauchées pour remplacer les hommes et faire le même travail qu'eux : leur place et leurs tâches dans la division du travail de bureau étaient différentes. Quand le NUC écrivit une lettre pour protester contre les salaires inférieurs des femmes, il dut formuler ses exigences en termes de parité salariale avec les postes masculins «comparables» : ceux des jeunes employés débutants.

Le service survécut plusieurs années et les salaires offerts aux dactylos étaient plus intéressants que dans la majeure partie du secteur privé. Mais, comme pour combattre l'idée que l'indépendance féminine pouvait se réa-

26. Cf. J. Roach, *Public Examinations in England, 1850-1900*, Cambridge University Press, 1971, p. 218.

27. LCC, Department of the Clerk, *Examination Papers*, "Clerkships, January, 1905."

28. LCC, *Minutes*, 6 Oct. 1891, 3 nov. 1891, 22 Jan, 1895.

\* N.D.T. Le London County est divisé en *boroughs* qui ont chacun leurs conseils élus.

29. Cf. P. Hollis, *Ladies Elect : Women in English Local Government, 1865-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1987.

liser simplement grâce à de meilleurs salaires, la vie privée de ces jeunes femmes était menacée dans son principe même par l'interdiction du mariage : toute employée du LCC qui se mariait devait démissionner, seules les institutrices échappant à cette règle. Le LCC appliquait ici une norme qui était déjà d'usage dans de nombreux services du gouvernement.

Cette interdiction du mariage est un parfait exemple de ce qu'on appelle aujourd'hui «une politique sexuée de la main-d'œuvre», qui cherche à créer des identités distinctes basées sur des critères juridiques et réglementaires appliqués à la vie personnelle des salariés. Couturières, contrôleuses de tramways et inspectrices des sages-femmes, toutes les employées des différents services du LCC étaient obligées de démissionner au moment du mariage. Ainsi, aussitôt mariées, les inspectrices étaient considérées comme incapables d'évaluer les sages-femmes qui s'occupaient d'autres femmes. S'agissant d'un emploi tout spécialement tourné vers les «besoins spécifiques» de la population féminine de Londres, l'ironie d'une telle politique était éclatante, surtout si l'on considère que la propagande électorale du LCC mettait l'accent sur le rôle spécifique des femmes au sein de son personnel. Quand en 1913, soutenues par leurs collègues masculins, des femmes médecins firent une pétition pour être exemptées de l'interdiction du mariage, le Conseil exigea qu'elles démissionnent<sup>30</sup>. Le vice-président s'opposait à toute action de solidarité de la part des hommes, montrant ainsi un désir très net d'empêcher ceux-ci de regarder cette affaire comme la leur.

Les «dames dactylographes» (*lady typists*) étaient des employées d'un type nouveau. Elles étaient soumises à de nouvelles formes de travail et d'emploi et de nouvelles contraintes régissaient leur vie personnelle. Pourtant, il est significatif que le personnel féminin fut partagé de façon à peu près égale quant au maintien de l'interdiction du mariage, deux hommes sur trois y étant favorables. Meta Zemmick souligne des divisions semblables parmi les fonctionnaires<sup>31</sup>. Rien ne permet donc de présumer que les employées avaient adopté les principes de la «femme nouvelle», figure discursive et littéraire si bien déconstruite récemment par Lucy Bland<sup>32</sup>. Pourtant ces employées ont contribué à la construction de cette image idéale : elles étaient supposées être les «femmes nouvelles» et vivaient leurs vies bien concrètes comme des fictions politiques.

30. LCC, (CL/ESTAB/ 1/1), "General subcommittee of the GPC", 12 November 1906; *Memo : Women doctors in the public health department*.

31. LCC Staff Association, *Progress Report 1909-1959*, London, p. 93 ; S. Pennybacker, "Changing Convictions : London County Council Blackcoat Activism Between the Wars", in R. Koshar, *Splintered Classes*, New York, Holmes & Meier, 1990, pp. 97-120 ; M. Zemmick, *op. cit.*, p. 922.

32. Lucy Bland, "Marriage Laid Bare, Middle-Class Women and Marital Sex, 1880-1914," in Jane Lewis (éd.), *Labour and Love : Women's Experience of Home & Family, 1850-1940*, Oxford, Blackwell, pp. 123-48.

## Les hommes et leurs histoires de vie

L'intense participation des employés du LCC aux clubs sportifs locaux, aux institutions prodiguant à la fois assistance sociale et éducation religieuse telles que les chapelles – la Church Army, les Jewish Lad's Brigades, la St. John's Ambulance – les écoles du dimanche et la Young Men's Christian Association<sup>33</sup>, était mentionnée dans les publications du personnel. Des violons d'Ingres comme le jardinage, la lecture, la photographie, la musique et la bicyclette étaient courants. Pendant la guerre, les éloges funèbres évoquaient avec insistance cette poursuite de l'épanouissement individuel et intellectuel : rêves avortés et vies brisées forment la trame de ces textes. Les préoccupations centrales de l'existence n'étaient pas tant la transition de l'état d'innocence à celui d'homme averti, que le passage de l'état de célibataire à celui d'homme marié, une fois oublié ou transformé l'érotisme homosexuel de l'adolescence. Pour un jeune homme, chaque profession offrait à Londres des possibilités matrimoniales légèrement différentes. Se marier trop tôt était fatal, mais ne pas se marier équivalait à se priver d'une bonne dot possible. Le plus souvent, un mariage tardif différait l'accès à tous les avantages complexes résultant de la possession d'une épouse qui assurait à un homme les conditions de sa reproduction sociale, de son entretien et de son bien-être.

Chaque quartier londonien comportait des exigences pécuniaires différentes pour les célibataires comme pour les couples mariés. La littérature pratique de l'époque montre la subtilité des calculs qu'il fallait faire pour vivre avec 200 livres ou bien 1 200 livres par an et pour organiser un budget de façon à faire face à un loyer en ville plutôt qu'en banlieue. Le culte de la domesticité, de la possession des biens matériels et de l'harmonie conjugale était pratiqué comme un rituel rigoureux : ne pas s'y astreindre pouvait entraîner une vie pleine d'ennuis. Ceci suggère que pour un employé du LCC, la spécificité particulière du travail le distinguait nettement d'autres individus de carrière comparable et le séparait plus encore de ses collègues femmes – toujours célibataires au LCC – comme de celles qu'il rencontrait en dehors du travail. Ne pas voir les soucis matériels obsédants liés à la vie londonienne ni le rôle crucial du rapport des sexes, c'est ne pas comprendre l'existence «réelle» de ces employés. La catégorie générale d'«employé au LCC» ne nous apprend pas grand chose, et encore moins l'invocation d'une *“lower*

33. Toutes ces sociétés devaient leur existence pour l'essentiel à des donations et au travail d'un personnel bénévole.

*middle class*” indifférenciée. Décrire simplement des sous-groupes dont la condition était effectivement différente ou même prendre en compte «les différences qui séparent les hommes et les femmes» ne permet pas de saisir la signification des diverses identités adoptées par les hommes et les femmes au cours de leur vie ou au cours d’une même journée de travail<sup>34</sup>, ni le sens de la recherche de l’épanouissement individuel. Les nouvelles voies offertes à la perception de soi en viendront à constituer une «menace intérieure» pour un socialisme municipal qui accordait une si grande importance à une éthique moralisante et collective.

### Les préoccupations politiques et sociales

Les employées du LCC qui ne se mariaient pas rapidement partageaient avec certains de leurs collègues masculins la profonde anxiété qui allait de pair avec une instruction supérieure et des aspirations culturelles et sociales au-dessus de leurs moyens. Clara Collett dénigre la situation de l’employée qui ne possède qu’une seule robe habillée pour aller aux concerts. Le désir de garder les apparences en dépit d’un maigre salaire, l’aspiration à se faire des relations sociales et à se cultiver rappellent les fausses barbes qu’arboraient les petits employés pour faire semblant d’être de la bohème : mais la mascarade n’était possible que le soir. L’anxiété qui résultait de cette lutte pour mieux vivre avait aussi des manifestations politiques. On peut en citer quatre : la lutte pour le droit de vote, le syndicalisme des employés, la volonté d’en finir avec la pauvreté et enfin l’attrait du progressisme et du socialisme. Ce n’étaient pas les seules voies mais elles étaient disponibles et suivies avec acharnement par certaines.

Le principal souci de la vie sociale au travail d’un employé masculin typique du LCC n’était pas la politique en soi, mais plutôt la disponibilité des femmes qu’il pouvait rencontrer grâce aux activités du Conseil. La politique était considérée comme un passe-temps, un luxe de riches. La pénurie de femmes parmi le personnel ainsi que la modicité de leurs ressources encourageaient les hommes à inviter des femmes de l’extérieur aux activités sociales du personnel. «Il est assez amusant de remarquer l’intérêt soudain que l’on ressent pour un collègue jusque là inconnu lorsqu’on découvre qu’il a une ou deux jolies sœurs<sup>35</sup>.»

34. Ceci a été très finement analysé par D. Riley, *Am I That Name ? Feminism and the Category of 'Women' in History*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1988.

35. SG, Feb., 1906, p. 16.

Relativement à ses pairs sur le même marché du travail, l'employé de bureau du LCC se trouvait dans une situation apparemment privilégiée puisqu'il pouvait compter sur un salaire et des promotions assurées. Cet état de fait réglait la fréquence des mariages et créait de solides classes d'âge : des hommes du même âge étaient embauchés ensemble et envisageaient de se marier à peu près en même temps. La dynamique de l'attente, du mariage différé jusqu'à ce que le revenu soit suffisant, la recherche d'un style de vie juste hors de sa portée étaient les sujets qui préoccupaient les employés du LCC d'avant-guerre, comme en attestent les témoignages littéraires qu'ils ont laissés. Avec l'augmentation, au sein du *Minor Establishment*<sup>36</sup>, du nombre des employés de faible niveau, une part croissante du personnel du LCC partageait les mêmes préoccupations que l'employé londonien moyen du secteur privé. Par exemple, il n'était guère possible de se nourrir à bon marché près du lieu de travail : il n'y avait «rien entre le *coffee shop* un peu relevé et le salon de thé hors de prix <sup>37</sup>.»

Les logements abordables faisaient totalement défaut dans les quartiers du centre à proximité du LCC. Les adresses du personnel qui ont été conservées indiquent que les employés les mieux rémunérés résidaient surtout en banlieue. Les horaires de travail du samedi n'étaient pas propices «aux promenades rurales [...] sauf lors des longues journées d'été». L'observateur de la vie londonienne Arthur Ransome s'affligeait de ce que «Londres [soit] peuplée de gens qui portent la campagne dans leurs cœurs»<sup>38</sup>. Comme pour beaucoup d'autres aspects de la vie, la consolation semblait proche, mais restait pourtant hors d'atteinte même pour les plus ambitieux. Les employés célibataires étaient pensionnaires chez l'habitant (*lodgers*) soit en banlieue soit en ville. La frustration ressentie par cette vaine poursuite d'une chambre convenable, souvent exacerbée par la présence d'une logeuse importune, incitait quelques célibataires à faire de gros sacrifices pour louer un appartement. La tyrannie d'un maigre budget, ainsi que la constante irritation d'être instruit «au-dessus de ses moyens», se traduisaient par un sentiment de résignation.

Il est tentant de traiter ces banalités, le superficiel du quotidien, comme si elles étaient sans rapport avec la politisation ou même – c'est l'idée la plus courante – comme un obstacle à celle-ci, une fausse conscience. Au contraire, la rancœur ressentie devant l'impossibilité de

36. Le *Minor Establishment* réunissait, chez les hommes, les employés payés généralement à la semaine, dont les possibilités de promotion étaient beaucoup plus réduites que celles offertes aux employés appartenant au *Major Establishment* qui pouvaient prétendre au salaire annuel.

37. *Ibid.*, Feb., 1900, p. 14.

38. A. Ransome, *Bohemia in London*, London, Chapman & Hall, 1907, p. 276. A. Ransome (1884-1967) était en outre auteur de romans d'aventure pour enfants ; il sera après la Guerre correspondant en Russie, chroniqueur de la Révolution.

satisfaire les besoins matériels va de pair avec le désir d'un accomplissement spirituel et intellectuel, plus abordable qu'un complet fait sur mesure. On conçoit que chaque employé du LCC pouvait ressentir que son talent particulier, son abnégation et son zèle étaient totalement et constamment ignorés : les bas salaires en étaient la preuve manifeste. Ces contraintes affectaient cruellement les plus doués qui se sentaient tenus, pensaient-ils, de poursuivre un style de vie créatif. Ceux qui avaient des aspirations plus modestes, pensaient que s'ils consacraient à Londres leur vie de travail, ils méritaient au moins de s'amuser pendant leurs loisirs.

Les clubs de quartier et ceux d'anciens élèves offraient des possibilités de divertissement. Mais au travail les sociétés florissaient aussi. Des matchs d'athlétisme opposaient des équipes du LCC, qui existaient dans chaque service, à d'autres équipes et clubs de Londres. Des dîners de service, des tournois de whist, des visites de charité aux écoliers de Londres, des excursions et des bals permettaient les rencontres entre collègues et leurs invités. De temps en temps les femmes participaient aux sports dans des équipes féminines. Les activités sociales des ouvriers manuels étaient séparées de celles des employés de bureau. Ces frontières de la vie sociale convenable et puritaine étaient ignorées par un petit groupe de militants. Les dactylos profitaient de leurs relations de travail pour discuter des problèmes du jour. Le Spring Gardens Club faisait de même, et hommes et femmes se rencontraient sous ses auspices. Le NUC recrutait les radicaux du personnel et les Fabiens organisaient des groupes de lecture.

La rhétorique radicale était plurielle et l'on trouvait peu d'orthodoxies identifiables dans les débats du personnel. Dans une causerie typique, Makeham soutenait le droit au travail pour les femmes dans la situation économique du moment au nom de la «paupérisation» (*emiseration*) : les femmes étaient obligées aujourd'hui d'entrer dans le monde du travail, mais une meilleure société future éliminerait cette nécessité et leur permettrait de rester à la maison. Cette position était parfaitement acceptable pour le mouvement syndical et dominante chez les radicaux de l'époque édouardienne. Quelques socialistes ou certaines militantes féministes restaient étrangers à ce discours, mais les «femmes nouvelles» partageaient ces idées qui n'étaient pas rejetées par tous les féminismes de l'époque.



Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

Le club de discussion du personnel traitait des questions de la pauvreté, de la condition de la classe ouvrière, de l'économie nationale et ses possibilités de changement, du statut impérial de l'Angleterre et de la crédibilité de la pensée politique du XIX<sup>e</sup> siècle. Le rôle régulateur de l'État, surtout sous la forme de la propriété publique des services d'intérêt collectif, était un sujet brûlant. Ces débats tournaient souvent autour du progressisme, du socialisme municipal et du rôle du LCC à Londres. Beaucoup étaient partisans de formes limitées de municipalisation, mais les réactions étaient variées à ce sujet et donc aussi aux objectifs des progressistes. L'influence des Fabiens était toutefois omniprésente à la fois au Conseil et parmi les employés de bureau militants. Une étude des fichiers des adhérents de la Fabian Society indique que les enseignants y constituaient avant guerre un sous-groupe professionnel d'importance majeure, parmi lesquels on comptait sans aucun doute beaucoup d'instituteurs du LCC<sup>39</sup>.

### **La barrière des 200 livres et la mobilisation sociale de l'avant-guerre**

Une minorité très bruyante du personnel participait aux débats du Spring Gardens Club. Mais, vers 1914, la grande majorité des employés des services centraux s'était engouffrée dans l'activité syndicale – ou plutôt, associative – avec la formation de la LCC Staff Association et la croissance de la section du NUC, qui restait plus modeste. Lorsque le Parti conservateur arriva au pouvoir en 1907 – sous l'étiquette de Municipal Reform – il continua le processus de rationalisation du travail déjà commencé sous les progressistes. Il écarta la demande d'un salaire minimum et institua «la barrière des 200 livres», comme fut appelé cet obstacle aux promotions calqué sur les plafonds de 200 livres et de 70 livres qui existaient dans la fonction publique du gouvernement central<sup>40</sup>. Une des raisons avancées pour justifier cette mesure était la difficulté de juger du niveau de responsabilité dont ce groupe de salariés était capable, ce qui était un affront à l'idée que les employés de bureau se faisaient de leur valeur professionnelle. Avec cette restructuration en profondeur du système de classification, les chances de promotion restaient suffisantes pour permettre au LCC d'attirer des candidats de qua-

39. En dehors de Sidney Webb, des Fabiens tels que R.C.K. Ensor, Charles Ammon, Somerville Hastings, Steward Headlam, George Lansbury, Herbert Morrison, William Pincombe (aussi secrétaire de la London Teachers' Association) et John Scurr, faisaient partie du LCC pendant cette période. Pour cette étude l'auteur a consulté les listes de membres de la Fabian Society Archive, Nuffield College, Oxford.

40. LCC, *Minutes*, 15 Dec. 1908.

lité, mais des débouchés ne pouvaient apparaître qu'avec l'expansion des services et non comme simple effet du système d'ancienneté.

Le rétrécissement des possibilités de promotion et le fait que des hommes du *Minor Establishment* étaient employés pour le travail routinier, donnaient une importance accrue à l'éducation pour l'admission aux grades supérieurs. Ces dispositions, qui limitaient la mobilité sociale, se conformaient à celles en vigueur en dehors du secteur public. Même dans les compagnies de chemin de fer, les plus hauts échelons étaient occupés par ceux qui sortaient de l'université ou des *public schools*. C'était là le mécanisme technique qui produisait l'angoisse du statut que l'on prêtait à la *lower middle class* londonienne. Il permet de mieux comprendre, dans le cas particulier du personnel du LCC, pourquoi les espoirs étaient déçus et les promesses trahies. La période de stage était appliquée avec rigueur pendant la première année d'emploi. Un mérite exceptionnel pouvait donner éventuellement lieu à un traitement de faveur, mais une barrière réelle à toute promotion automatique au-dessus du niveau des 200 livres était maintenant en place. Un membre du personnel expliquait qu'être au-dessous de la barrière équivalait à «attendre que quelqu'un meure pour prendre sa place<sup>41</sup>».

La lutte contre la nouvelle «barrière des 200 livres» joua un grand rôle dans la mobilisation générale des employés de bureau de Londres et des villes de province. Elle créa une opposition entre le Conseil et son personnel et renforça la méfiance envers la municipalité en tant qu'employeur. La notion que les politiques d'emploi du secteur public étaient «progressistes» fut mise en doute, dans un climat politique où la majorité de l'électorat avait déjà signifié en 1907 son désenchantement vis-à-vis du LCC. La LCC Staff Association naquit de ce conflit : elle pouvait revendiquer 1 100 membres en 1911 et 2 000 en 1919. Le Conseil fit pression pour obtenir la démission des premiers dirigeants de l'Association et l'obtint de quelques-uns. Son fondateur, George Grigs, fonctionnaire de première classe (*first class officer*) du département de l'éducation, fut menacé de licenciement. L'adhésion à l'Association fut ouverte même au "*unestablished staff*", d'où il s'ensuivit une brève affiliation à la National Association of Local Government Officers (NALGO). Une fraction du NUC agissait au sein de l'Association tout en maintenant son existence d'organisation indépendante.

41. *The Clerk*, January, 1909.

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

La tentative qui fut faite en 1910 pour obtenir que les salaires des employés de bureau soient soumis au «tarif syndical» (*trade-union wage*), revendication inspirée de celles du NUC, témoigne de la croissance d'une organisation spécifiquement tournée vers le *Minor Establishment*. Une militante du NUC, Dolly Lansbury était la fille d'un des trois membres du groupe du Labour au LCC, formé en 1910. Les progressistes, désormais dans l'opposition, continuaient à demander l'établissement d'une réglementation syndicale des salaires pour les employés du LCC<sup>42</sup>. Le NUC ne mâchait pas ses mots : «Il est tout simplement scandaleux qu'un employé de bureau possédant une solide instruction, une bonne connaissance de la sténographie et sachant taper à la machine, soit payé un salaire de misère par la principale administration de la plus grande ville du monde»<sup>43</sup>.

La réponse condescendante du LCC aux revendications des *Minors* clarifia et renforça le modèle classique de l'emploi pour les travailleurs des bureaux. Elle marquait la fin de leurs possibilités d'ascension sociale et catalysa la fureur des employés de bureau de nombreuses professions, particulièrement après la guerre. Cela contribua à faire naître de nouvelles images de soi et une nouvelle façon de voir la nature de l'emploi dans le gouvernement local et celui de l'État. Bien que la barrière stricte entre les sections *Major* et *Minor* fut finalement supprimée, aucun avancement au mérite ne fut institué dans la section *Minor* où, disait-on il n'y avait «aucune place pour le mérite». L'accord prévoyait une augmentation de salaire et réservait aux candidats *Minor* dix pour cent des postes disponibles à l'échelon supérieur. Les subtiles divisions si caractéristiques du personnel du LCC furent renforcées. Alors que la bien-pensante Staff Association se réjouissait de la «victoire», les *Minors* comprirent la vraie réalité d'une concession sans grande importance. La séparation entre les *Minors* et le «*classified staff*» était complète et les deux corps autonomes. Un gouffre de plus en plus profond séparait maintenant les partisans du NUC et la plus respectable et hétérogène Staff Association.

### **Repenser l'interprétation politique de la “lower middle class”**

C'est peut-être le libéral Charles Masterman le principal responsable de l'image littéraire d'une réaction électorale de la “*lower middle class*” contre la majorité pro-

42. LCC, *Minutes*, 22-23 March 1910.

43. *The Clerk*, May, 1910.

gressiste lors de l'affrontement pour le LCC en 1907 : «Ils se soulevèrent brusquement, écrivait-il, fermés à la discussion, dénués de tout raisonnement et résolus»<sup>44</sup>. Les non-conformistes ascétiques et prétentieux avaient été emportés par l'assaut de la banlieue contre un soi-disant progrès social et l'augmentation des impôts, contre le prolétariat et ses mentors Fabiens, et finalement contre le libéralisme. Le comportement électoral de la "*lower middle class*" en 1907 était expliqué par les qualités intrinsèques de cette classe en général : l'étroitesse d'esprit, le manque d'héroïsme, le repli sur soi, l'hostilité de classe et le sentiment anti-urbain.

Pourtant l'histoire des employés du LCC, hommes et femmes, met en question ces postulats sur la nature immuable de la "*lower middle class*". L'invocation tautologique de la «classe» comme catégorie descriptive ou analytique n'aide d'aucune façon à expliquer la spécificité de leur situation. Les mobilisations sociales explosives de 1909 à 1914, auxquelles des milliers d'employés participèrent, démentent avec véhémence les assertions de passivité, d'individualisme, de mesquinerie et de patience. Sans aucun doute, les ambiguïtés, les anxiétés et les frustrations qui motivaient la LCC Staff Association – un modèle de la «syndicalisation» des employés avant la guerre – sont évidentes. Née des clubs d'athlétisme, du militarisme et d'un rejet du radicalisme du NUC, l'Association ne servit d'aucune façon les petits employés du corps inférieur (*Minors*), celui qui pourtant deviendra après la guerre, le *General Grade*, sera le principal mode d'accès au LCC et submergera les corps supérieurs<sup>45</sup>.

La pédanterie, le snobisme et un désir effréné de récupérer un prestige perdu fut en partie ce qui poussa le personnel à s'unir pour la première fois pour protester contre la nouvelle administration conservatrice et faire sauter la barrière des 200 livres. Citons le témoignage révélateur d'un des participants : «Le conseil utilise des hommes qui sont passés par les *public schools*, et puis il les trahit». Les privilèges dont jouissait le personnel du LCC par rapport à la plupart des autres employés ne relevaient pas en réalité de la complicité envers les «valeurs bourgeoises» ou de l'ambition personnelle mais, au contraire, d'un militantisme critique et d'un engagement social. Ceux-ci se manifestaient malgré les privilèges ou, peut être, à cause d'une familiarité avec la politique qui leur venait de leur travail. Les questions tournant autour des rapports de sexes, du

44. G. F. G. Masterman, *Condition of England*, London, Chapman & Hall, 1907, p. 65. Les idées de cet écrivain, député du Liberal Party, pesaient beaucoup sur la vie politique londonienne.

45. Cf. S. Pennybacker, in Koshar (éd.), *op. cit.*

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

mariage et du style de vie constituaient le cadre à partir duquel les militants et leurs collègues plus conformistes réfléchissaient sur Londres, la nation et l'Empire. Les témoignages qu'ils ont laissés indiquent que ces sujets étaient essentiels et déterminants. L'ironie caustique avec laquelle les affaires politiques étaient traitées dans les publications du personnel témoigne en partie de leur irritante et constante présence.

Sur le lieu de travail, les femmes, bien que souffrant d'inégalité, n'étaient pas effacées. Certes, la prohibition du mariage empêchait la femme de faire des plans de carrière, mais même réalisée la carrière ne pouvait guère être aussi viable économiquement que le mariage, comme le remarque Jane Lewis à propos d'autres blocages dans l'emploi<sup>46</sup>. La catégorie de «femme nouvelle» reste insaisissable lorsqu'on parle des femmes du LCC. A qui faut-il l'appliquer ? Les femmes qui considéraient qu'il fallait choisir le mariage n'étaient pas pour autant moins militantes. Les célibataires et les «femmes indépendantes» qui cherchaient à obtenir et à garder un emploi au LCC, s'en servaient comme d'un champ de bataille pour diverses causes et n'hésitaient pas à collaborer avec leurs collègues masculins. Elles n'étaient pas comme les infirmières, les institutrices et les assistantes sociales qui vivaient et travaillaient exclusivement dans des communautés de femmes. Il est vrai que certaines d'entre elles avaient peut-être choisi une double vie ; peut-être vivaient-elles une vie privée totalement en décalage avec leur vie professionnelle<sup>47</sup>.

Pour certains hommes du personnel du LCC, les principales préoccupations étaient l'ajournement du mariage, l'obtention d'un revenu et d'un logement convenables ; pour les employés débutants le soudain effondrement de toute possibilité de promotion. Mais la situation de tous s'était détériorée entre 1890 et 1914 avec l'opposition du Conseil à l'action collective du personnel, la hausse du coût de la vie à Londres, du moins pour le genre de vie auquel ils aspiraient. Le célibat et la «vie de bohème» permettaient sans doute à quelques uns de vivre à meilleur marché et d'avoir plus de loisirs. Il était peut-être possible, dans les clubs et les *music halls*, de rencontrer des femmes sans devoir s'engager à long terme. Ce qui est certain, c'est que le personnel du LCC reflétait le conflit entre hédonisme et ascétisme qui caractérisait la ville de Londres en général. Ce conflit

46. J. Lewis, "Women Clerical Workers in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries" in Geoffrey Anderson, (éd.) *The White-Bloused Revolution*, Manchester, Manchester University Press, 1989, p. 43.

47. Cf. M. Vicinus, *op. cit.*, passim.

hantait la politique culturelle du LCC et revenait sans cesse dans les controverses sur sa politique en matière de *music-hall*<sup>48</sup>.

La méritocratie fabienne que le LCC était censé incarner impliquait pour les employés d'accepter leur mission rédemptrice sans récrimination. Pendant qu'ils étaient au pouvoir, les progressistes avaient réussi à instaurer certains changements dans les conditions d'emploi des employés de bureau. Ils luttèrent contre le népotisme en établissant des grilles de salaires standardisées et une bureaucratie rationnelle. Mais le prix de cette politique ambitieuse et interventionniste fut le coup donné à cette catégorie en 1909. Les progressistes avaient été les premiers à embaucher les femmes, à ouvrir l'emploi aux adolescents et à faire apparaître une catégorie de travailleurs mal payés exécutant des tâches routinières. Les militants perçurent le lien entre la politique des progressistes et celle des conservateurs. Aucune bureaucratie soumise aux contraintes budgétaires du LCC ne pouvait continuer à traiter déceimment ses propres employés. La bureaucratie du LCC cultivait l'abnégation requise par les longues heures supplémentaires, le souci des besoins pressants des autres Londoniens – souvent décrits comme des «inférieurs» – l'ascétisme de l'employé désireux d'être promu. Après avoir nourri l'esprit civique de ces jeunes gens des deux sexes dans les années 1890, le LCC perdit toute crédibilité en tant qu'employeur modèle en sacrifiant ses très loyaux employés sur l'autel de la pression budgétaire et politique.

Il ne s'agissait pas là d'un processus de «prolétarianisation» ou de «mobilité descendante», ni d'un processus de substitution du travail masculin par le travail féminin. Les femmes avaient tendance à se faire concurrence entre elles plutôt qu'à menacer la situation des hommes. En fait, le travail fut redistribué et redéfini de façon à pouvoir être aisément exécuté par des recrues d'instruction inférieure – bien qu'au LCC le lien entre l'instruction et le poste ait toujours été ambigu. L'absence de possibilité d'avancement – malgré ce que promettait la propagande électorale du LCC – contribua au militantisme du personnel, mais pas de la façon qu'aurait souhaité le Conseil. Les différences de sexe et d'âge divisaient le personnel et non le talent des individus. Chaque nouvelle vague de recrues se dissocia de la précédente. De plus, une grande partie du personnel resta tout simplement apolitique, soit

48. Cf. S. Pennybacker, "It is not what she said....," in P. Bailey, (éd.), *Victorian Music Hall*, Vol. I *The Business of Pleasure*, Milton Keynes, Open University Press, 1986, pp. 120-40.

Susan D. Pennybacker  
*Les mœurs, les aspirations et la  
culture politique des employés de  
bureau londoniens des deux sexes,  
1889-1914*

par manque d'enthousiasme pour le progressisme, soit à cause de l'hypocrisie qui lui était attribuée. Pour ceux-là, les clubs sociaux, les sorties, la lecture, la promenade et par-dessus tout le sentiment, représentaient les choses les plus importantes de la vie, du moins jusqu'en 1914.

La déclaration de guerre mit un terme provisoire au débat sur les mérites du militarisme et de l'empire, débat qui allait de la condamnation par Makeham du «sentimentalisme hystérique sur la gloire de l'Empire»<sup>49</sup> à la discussion entreprise à la veille de la guerre par le NUC sur la question des «gens de couleur» – lors d'une réunion à laquelle des invités de «couleur» anonymes furent conviés à participer. Des courants de pensée comme ceux qui animaient la rhétorique du NUC et soutenaient que le socialisme était aussi indigène à l'Angleterre que le «trade-unionisme», la «coopération» et la «législation de fabrique» se développèrent seulement après la guerre<sup>50</sup>. Mais les hommes avaient changé. Makeham et plusieurs de ses collègues radicaux ne revinrent pas des combats. Les nombreux membres du personnel qui s'étaient entraînés dans les régiments de fonctionnaires volontaires<sup>51</sup> à l'instigation du LCC étaient prêts pour le service armé. Par centaines, ils avaient profité en temps de paix des billets de chemin de fer gratuits qui leur permettaient de se rendre au champ de tir du LCC à Staines, pour s'entraîner et jouir de la camaraderie et de l'esprit de corps. Le moment était maintenant venu pour eux de montrer leur adresse en France et aux Pays-Bas.

*Traduction : Sonia Lee*

49. SG, February, 1914, p. 47.

50. "The Obsession About Socialism - A Plea for Sweet Reasonableness", *The Clerk*, January, 1911. Pour la période de la guerre, cf., Pennybacker, *The "Labour Question" and the London County Council, 1889-1919*, PhD, University of Cambridge, 1984.

51. "Territorials" et "F Corps" of the Civil Service Rifles.

Crédit photographique : Greater London Record Office, Corporation of the City of London, Clerkenwell, London.